

ARRÊTÉ DE LA MAIRE

Extrait du registre des arrêtés du Maire

Objet : FERMETURE DES PARKINGS DU STADE JEAN MERMOZ AVENUE MARCEL CACHIN ANGLE VASCO DE GAMA ET PARKING PROVISOIRE SITUE RUE VASCO DE GAMA ANGLE MARCO POLO A ORLY.

LA MAIRE D'ORLY,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2213-4, dans le cadre des pouvoirs de police du Maire en matière de circulation et de stationnement ;

VU le Code de la route et notamment les articles R.110-1, R.110-2, R.411-5, R.411-8, R.411-25, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12 ;

VU le Code pénal ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977, modifiée et complétée ;

VU le règlement de voirie communale ;

VU la demande des Services Techniques de la Ville d'Orly reçue par mail le 08 avril 2024 ;

CONSIDERANT la nécessité d'organiser une manifestation au stade Jean Mermoz à Orly, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1 : A compter du 09 avril 2024 à 14h00 et jusqu'au 10 avril à 16h00, à Orly :

- Les parkings aux abords du stade Jean Mermoz seront neutralisés le temps de la manifestation.
- Les cheminements piétonniers et les accès de secours accessibles devront être maintenus en toute sécurité pendant toute la durée de la neutralisation.

ARTICLE 2 : Toute infraction au présent arrêté sera considérée comme un stationnement gênant au sens de l'article R. 417-10 du Code de la route, et sera punie à ce titre d'une amende de la 2^{ème} classe et pourra donner lieu à

la mise en fourrière du véhicule si son propriétaire ou son conducteur est absent ou s'il refuse de faire cesser le stationnement gênant.

ARTICLE 3 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4 : La signalisation sera mise en place par les Services Techniques de la Ville, 7 avenue Adrien Raynal 94310 ORLY, chargés des travaux.

ARTICLE 5 : L'affichage du présent arrêté sera effectué par les Services Techniques de la Ville d'Orly.

ARTICLE 6 : Conformément à l'article R.421-1 du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun dont le délai de recours est de deux mois à compter de son affichage.

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Commissaire de police de Choisy-le-Roi et les Services Techniques, qui sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Fait à Orly, le **08 AVR. 2024**



Conseillère départementale du Val-de-Marne

Copies à :

- Messieurs les Commandants des casernes de Pompiers de Rungis et Choisy-le-Roi
- Société NICOLLIN
- Etablissement Public Territorial (EPT12)
- Direction Démocratie et Vie Locale
- Direction Hygiène, Développement Durable
- Direction Cadre de Vie et ASVP
- Direction de la Communication, des Relations publiques et du Protocole.